

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES

**PUBLICATIONS PERIODIQUES**SOCIETES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES  
(COMPTES ANNUELS)**PICTET ET CIE (EUROPE) S.A.****Pictet & Cie (Europe) S.A.****Comptes annuels pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017****15A, Avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg****R.C.S. Luxembourg: B 32 060****Pictet & Cie (Europe) S.A.****Pictet & Cie (Europe) S.A. Bilan au 31 décembre 2017****(Exprimé en francs suisses)**

<b>Actif</b>	<b>Note(s)</b>	<b>2017 CHF</b>	<b>2016 CHF</b>
Caisse, avoirs auprès de banques centrales et des offices de chèques postaux	3.2.1,4	1 179 825 324	863 760 819
Créances sur les établissements de crédit	3.2.1,5,2		
- A vue		557 084 113	486 215 055
- Autres créances		1 957 046 568	660 441 013
Créances sur la clientèle	3.2.1,5,2	2 514 130 681	1 146 656 068
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3.2.1,6,7.1	3 185 463 579	2 755 894 890
- des émetteurs publics		1 716 106 710	2 458 986 116
- d'autres émetteurs		1 441 740 074	1 914 024 690
		3 157 846 784	4 373 010 806
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3.2.1, 3.4, 6	25 882 413	15 726 193
Parts dans des entreprises liées	3.2.1,5,6,7.1	642 187	588 215
Actifs corporels	7.2	8 842 350	11 556 274
Autres actifs		106 417	98 557
Compte de régularisation		112 348 872	121 947 106
<b>Total de l'actif</b>	<b>14</b>	<b>10 185 088 607</b>	<b>9 289 238 928</b>

<b>Passif</b>	<b>Note(s)</b>	<b>2017 CHF</b>	<b>2016 CHF</b>
Dettes envers des établissements de crédit	3.2.1,5,2		
- A vue		220 355 781	315 302 347
- A terme ou à préavis		774 006 410	771 440 141
		994 362 191	1 086 742 488
Dettes envers la clientèle	3.2.1,5,2,5.2		
- autres dettes			
• A vue		8 425 221 718	7 433 508 456
• A terme ou à préavis		22 411 371	13 351 344
		8 447 633 089	7 446 859 800
Dettes représentées par un titre	3.2.1, 8	38 829 830	34 648 442
Autres passifs	9	25 126 195	7 231 257
Comptes de régularisation		116 345 532	137 832 334
Provisions			
- Provisions pour impôts	16.5	36 032 490	24 742 754
- Autres provisions	10	44 722 093	38 559 782
Fonds pour risques bancaires généraux	2.6	1 100 000	1 100 000
Capital souscrit	11,13	70 000 000	70 000 000
Prime d'émission	13	30 000 000	30 000 000
Réserves	12,13	46 739 561	39 841 018
Résultats reportés	12,3, 13	226 349 466	283 184 173
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>13</b>	<b>107 484 160</b>	<b>88 496 880</b>
<b>Total du passif</b>	<b>14</b>	<b>10 185 088 607</b>	<b>9 289 238 928</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

Hors-bilan	Note(s)	2017 CHF	2016 CHF
Passifs éventuels			
dont:	15.1	271 277 939	313 909 033
- Cautionnements et actifs donnés en garantie		271 277 939	313 909 033
Engagements	15.2	2 500 000	2 500 000
Opérations fiduciaires		3 816 577 958	3 079 862 260

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

## Compte de profits et pertes pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017

(Exprimé en francs suisses)

	Note(s)	2017 CHF	2016 CHF
Intérêts et produits assimilés		111 489 969	113 553 476
Intérêts et charges assimilées		(44 941 531)	(55 448 045)
Commissions perçues	16.2	411 482 929	375 495 666
Commissions versées		(196 187 923)	(181 064 014)
Résultat provenant d'opérations financières		26 668 668	37 000 248
Autres produits d'exploitation	16.3	12 109 418	11 776 325
Frais généraux administratifs	18	(127 170 741)	(115 195 521)
- frais de personnel			
dont :			
salaires et traitements		(104 282 358)	(93 886 125)
charges sociales		(18 545 996)	(17 005 579)
dont charges sociales couvrant les pensions		(8 452 826)	(7 991 701)
- autres frais administratifs		(52 944 974)	(56 810 168)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	7.2	(5 326 715)	(6 712 559)
Reprises de corrections de valeur sur valeurs mobilières ayant le caractère d'immobilisations financières, sur participations et parts dans des entreprises liées	7.1	5 756 297	507 431
Autres charges d'exploitation	16.4	(2 148 578)	(1 456 844)
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	16.5	(28 891 080)	(31 224 342)
Résultat provenant des activités ordinaires, après impôts		109 895 739	90 421 653
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	17	(2 047 579)	(1 924 773)
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>107 848 160</b>	<b>88 496 880</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des comptes annuels.

## Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2017

### Note 1 – Généralités

Banque Pictet Luxembourg S.A. (la « Banque ») a été constituée au Grand-Duché du Luxembourg le 3 novembre 1989 sous la forme d'une société anonyme de droit luxembourgeois. Banque Pictet Luxembourg S.A. a changé de raison sociale en date du 30 septembre 2002 pour devenir Pictet & Cie (Europe) S.A.. La Banque est inscrite au Registre du Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 32 060 et a son siège social au 15 A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

La loi luxembourgeoise autorise la Banque à effectuer toutes les opérations bancaires.

La Banque est une filiale à 100% du groupe Pictet. Depuis juillet 2013, elle est détenue à 51% par Pictet & Cie Group SCA, Genève, dont le siège social se trouve au 60, Route des Acacias, CH-1211 Genève ; et à 49% par Pictet Europe S.A., société luxembourgeoise de participations financières établie à Luxembourg et dont le siège social se trouve au 15A, Avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

La Banque est incluse dans les comptes consolidés du Groupe Pictet formant le plus petit et le plus grand ensemble d'entreprises dont la Banque fait partie intégrante. Les comptes consolidés sont disponibles au siège du groupe Pictet au 60, Route des Acacias, CH-1211 Genève.

### Note 2 - Principales méthodes comptables et principes d'évaluation

#### 2.1. Base de présentation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les principes comptables généralement admis dans le secteur bancaire au Grand-Duché du Luxembourg. Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi et la Commission de Surveillance du Secteur Financier, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

Au 31 décembre 2017, la Banque dispose de six succursales établies à Francfort, Madrid, Paris, Turin, Hong Kong et Londres. Elles ont été ouvertes aux dates suivantes :

- le 17 octobre 2000 pour Francfort ;
- le 5 décembre 2002 pour Madrid ;
- le 16 décembre 2003 pour Paris ;
- le 1<sup>er</sup> janvier 2007 pour Turin ;
- le 17 septembre 2012 pour Hong Kong ;
- le 24 avril 2014 pour Londres.

En conséquence, le bilan, le hors bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2017 ont été préparés en combinant les postes de bilan, de hors bilan et de profits et pertes du siège luxembourgeois et des six succursales.

Sur la base des critères fixés par la loi luxembourgeoise, la Banque n'est pas tenue d'établir des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé pour l'exercice clôturant le 31 décembre 2017. Par conséquent, en conformité avec la loi du 17 juin 1992, ces comptes ont été présentés sur une base non consolidée pour appréciation par les actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

Pour des raisons de comparaison, certains reclassements ont été effectués aux chiffres comparatifs. Ces reclassements n'ont toutefois pas d'impact sur le résultat net ni sur les capitaux propres.

## **2.2. Conversion des devises étrangères**

La Banque établit ses comptes annuels en francs suisses (CHF) qui est la devise d'expression de son capital.

La Banque utilise la méthode de la comptabilité plurimonnaire qui consiste à enregistrer toutes les transactions en devises autres que celle du capital dans les monnaies de ces transactions. Les produits et charges sont convertis en devise du capital aux cours de change applicables le jour de leur réalisation.

### **2.2.1. Opérations au comptant**

Les éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères sont convertis dans la devise du capital au cours de change moyen au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

Toutefois, les parts dans les entreprises liées ayant le caractère d'immobilières financières ainsi que les actifs corporels qui ne sont pas couverts sur le marché au comptant ou à terme sont convertis dans la devise du capital au cours en vigueur à la date de leur acquisition.

Les opérations en devises étrangères au comptant non encore dénouées sont converties dans la devise du capital au cours au comptant en vigueur à la date de clôture du bilan.

### **2.2.2. Opérations à terme**

Les opérations en devises étrangères à terme non encore dénouées sont évaluées à la fin de l'exercice dans la devise du capital aux cours à terme pour l'échéance restant à courir à la date de clôture du bilan.

Au 31 décembre 2017, la Banque est engagée dans des opérations de Swap de devises pour compte propre et dans des opérations de change à terme pour le compte de la clientèle qui sont automatiquement retournées auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA).

Pour les opérations de change couvertes, les pertes de change découlant de la réévaluation du contrat couvert sont imputées aux bénéfices découlant de la réévaluation du contrat de couverture (et vice versa). Une provision est constituée pour couvrir toute perte nette éventuelle.

### **2.2.3. Gains et pertes de change**

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant couverts à terme et sur les postes à terme couverts au comptant sont neutralisés dans les comptes de régularisation.

Les gains et pertes de change enregistrés sur les postes au comptant non couverts à terme sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes de l'exercice en cours.

Les pertes de change enregistrées sur les opérations à terme non couvertes sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes. Il n'est pas tenu compte des gains de change provenant de telles opérations.

## **2.3. Créances**

Les prêts et avances sont inscrits à leur valeur d'acquisition diminuée des remboursements éventuels ainsi que des corrections de valeur, les intérêts courus et non échus étant enregistrés dans les comptes de régularisation à l'actif du bilan.

La Banque a pour politique de constituer, selon les circonstances et pour les montants déterminés par les organes responsables, des provisions spécifiques pour créances douteuses. Ces provisions sont déduites des postes d'actif concernés et ne sont pas maintenues si les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

## **2.4. Evaluation des valeurs mobilières**

Pour les besoins d'évaluation, la Banque a réparti ses valeurs mobilières en trois catégories de portefeuille-titres :

### **2.4.1. Portefeuille des immobilisations Financières**

Il est composé :

- de valeurs mobilières à revenu variable qui sont des parts dans les entreprises liées ayant le caractère d'immobilisé. Ces titres, destinés à servir de façon durable à l'activité de la Banque, sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur de marché ;
- de valeurs mobilières à revenu fixe qui ont été acquises avec l'intention de les garder jusqu'à leur échéance.

Les valeurs mobilières à revenu fixe ayant le caractère d'immobilisations financières sont enregistrées à leur prix d'acquisition dans leur devise d'origine. Le prix d'acquisition s'obtient en ajoutant les frais accessoires au prix d'achat. Elles font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan si le Conseil d'Administration estime que la dépréciation sera durable.

La Banque constitue des corrections de valeurs pour les émissions dont le remboursement est incertain dans les cas et les limites fixées par le Conseil d'Administration.

L'agio résultant de l'acquisition d'obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe qui ont le caractère d'immobilisations financières à un prix supérieur au prix de remboursement est pris en charge au compte de profits et pertes de manière échelonnée.

Le disagio résultant de l'acquisition d'obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe qui ont le caractère d'immobilisations financières à un prix inférieur au prix de remboursement est amorti en fonction de la période restant à courir jusqu'à l'échéance du titre en question.

#### 2.4.2. Portefeuille de négociation

Il est composé de valeurs mobilières à revenu fixe et variable qui sont acquises dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance. Ce sont des titres qui sont négociables sur un marché dont la liquidité peut être considérée comme assurée, et dont les prix de marché sont constamment accessibles aux tiers.

Les titres du portefeuille de négociation figurent au bilan au plus bas du coût d'acquisition ou de la valeur de marché.

Au 31 décembre 2017, la Banque n'a pas de portefeuille de négociation.

#### 2.4.3. Portefeuille de placement

Il est composé de titres acquis dans un but de placement ou de rendement, ou dans le but de constituer une certaine liquidité sur le marché secondaire. Il comprend également les titres ne répondant pas aux critères des deux catégories précédentes.

Les titres figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les titres peuvent faire l'objet de corrections de valeurs exceptionnelles soit pour des raisons de prudence, soit en vertu de la législation fiscale. Ils bénéficient en outre des dispositions du « Beibehaltungsprinzip » (en vertu de la législation en vigueur au Luxembourg, l'évaluation d'un actif à une valeur inférieure peut être maintenue pendant toute la durée de détention de l'actif concerné).

La Banque émet des produits structurés pour le compte de ses clients. Certains de ces produits consistent à émettre des certificats de performance sur un portefeuille d'actions. Le risque sur ces prises de positions étant couvert par l'achat des actions sous-jacentes par la Banque, par souci de réduction de la volatilité, la Banque a appliqué la dérogation permise par la Circulaire CSSF 08/340 qui permet d'appliquer partiellement la norme IAS 39. Dans le cadre de ces activités, la Banque enregistre donc ces produits à la juste valeur via les comptes de profits et pertes.

### 2.5. Actifs corporels

Les actifs corporels figurent au bilan au coût d'acquisition diminué des corrections de valeurs cumulées.

Les actifs corporels sont amortis linéairement sur base des durées d'utilisation estimées aux taux suivants :

	<b>Taux d'amortissement</b>
Transformation de l'immeuble	<b>20 % par an</b>
Hardware	<b>33.33 % par an</b>
Software	<b>33.33 % par an</b>
Autres installations, outillage et mobilier	<b>20 % par an</b>

Une exception est faite pour le logiciel bancaire Avaloq, qui bien que faisant partie du software, est amorti sur une durée de 7 ans (14,29 % par an). Ceci se justifie par le caractère durable et le montant de l'investissement (CHF 4 750 000).

### 2.6. Fonds pour risques bancaires généraux

La Banque a créé un fonds pour risques bancaires généraux dans le but de couvrir des risques particuliers inhérents aux opérations bancaires. Les affectations au fonds sont effectuées à partir des bénéfices après impôts mais avant détermination du bénéfice net et ne sont sujettes à aucune limite quantitative.

### 2.7. Provision forfaitaire

La politique de la Banque consiste à constituer, en accord avec les dispositions de la législation luxembourgeoise, une provision forfaitaire pour actifs à risques. La provision forfaitaire calculée sur des postes du bilan est déduite des postes de l'actif concernés. Au 31 décembre 2017, le montant de la provision forfaitaire s'élève à CHF 19 800 000 (2016 : CHF 19 800 000).

### 2.8. Dettes

Les dettes sont inscrites au passif à leur montant de remboursement.

Les dettes représentées par des certificats sur panier d'actions ont pour objectif de répliquer la performance d'un panier d'actifs de référence sous-jacent. Conformément à la dérogation permise par la circulaire CSSF 08/340 qui permet d'appliquer partiellement la norme IAS 39 dans un souci de réduction de la volatilité, ces dettes représentées par des certificats sur paniers d'actions sont évaluées à la juste valeur via les comptes de profits et pertes au même titre que les actifs sous-jacents représentatifs.

### 2.9. Valorisation des instruments financiers dérivés

Les appels de marge portant sur des contrats à terme fermes négociés sur les marchés organisés sont enregistrés quotidiennement. Les gains et pertes sur les positions d'arbitrage sont directement comptabilisés dans le compte de profits et pertes. Les gains et pertes sur les positions de couverture sont étalés sur la même période que les résultats provenant de l'élément couvert.

Dans le cas où les produits dérivés couvrent précisément un poste d'actif ou de passif et où l'unité économique est établie, les gains et les pertes sont imputés aux comptes de profits et pertes de la même manière que les charges et produits constatés sur les opérations couvertes.

La Banque émet des produits structurés pour le compte de ses clients dont certains contiennent une composante « dérivé ». Le risque sur ces prises de positions étant couvert par les produits dérivés, par souci de réduction de la volatilité, la Banque a appliqué la dérogation permise par la Circulaire CSSF 08/340 émise par la Commission de Surveillance du Secteur Financier « CSSF » qui permet d'appliquer partiellement la norme IAS 39. Dans le cadre de ces activités, la Banque enregistre donc ces produits à leur juste valeur via les comptes de profits et pertes.

**3.1. Objectifs et stratégie en matière de gestion des risques**

La stratégie de la Banque est de se concentrer sur des activités où elle apporte une valeur ajoutée, qui dégagent une rentabilité supérieure et dont le risque encouru est compris et maîtrisé.

**3.1.1. Le risque de crédit et de contrepartie**

Le risque de crédit est le risque qu'un tiers ne remplisse pas ses engagements dans les termes qui avaient été fixés. En conséquence, le risque porte non seulement sur les prêts et les titres, mais aussi sur les garanties, engagements, dépôts interbancaires, les contrats de change à terme et autres instruments financiers.

La gestion du risque de crédit est régie par une directive interne qui définit notamment les modalités d'octroi de crédits, les limites et les conditions pour les prêts et avances en compte ainsi que les compétences pour l'approbation des engagements. Il est à noter que la Banque n'accorde en général aucun crédit commercial et que les prêts à la clientèle se limitent à des crédits lombards et à des prêts garantis par des dépôts en cash ou des assurances-vie.

La politique de la Banque en matière de risques de pays est en principe de ne pas entretenir de relations actives avec des débiteurs dans des pays à risque. Ainsi la majeure partie des crédits est accordée à des débiteurs situés en Europe.

Enfin, la totalité des contreparties avec lesquelles la Banque travaille sont des banques reconnues et de premier ordre, qui incluent des sociétés du groupe. En outre, la Direction a fixé des limites de concentration par contreparties bancaires. Le respect de ces limites est contrôlé tous les jours par le département PAS - Opérations Fonds. La situation des avoirs avec les contreparties bancaires est envoyée chaque semaine à la Direction.

**3.1.2. Les risques de marché et sur instruments financiers**

Les risques de marché se définissent comme les risques liés aux variations de taux, de change ou de prix et à l'illiquidité pouvant entraîner des problèmes de refinancement.

Depuis l'exercice 2013, la Banque a investi dans un portefeuille de titres qui seront détenus jusqu'à leur maturité dans le but de répondre aux attentes fixées par la Banque en matière de trésorerie et de gestion de la liquidité. Le portefeuille est constitué d'actifs liquides de haute qualité.

La Banque réalise certaines opérations relatives aux instruments dérivés pour compte propre. Il s'agit de swaps de devises utilisés pour couvrir les cash flows futurs de certaines obligations détenues dans le portefeuille titres et également pour gérer les positions de trésorerie en monnaies étrangères. Toutes les transactions effectuées pour le compte de clients sont automatiquement retournées auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA) et consistent principalement dans des opérations relatives à des instruments dérivés « standard ».

**3.1.3. Le risque de liquidité**

Le risque de liquidité peut être défini comme le risque pour une banque de ne pas faire face à ses obligations à l'échéance, parce que ses rentrées et sorties d'argent provenant de ses actifs et de ses passifs ne coïncident pas.

La politique de la Banque en terme de risque de liquidité s'apparente à la politique suivie au niveau des taux d'intérêt dans le sens où la Banque évite de déséquilibrer ses emplois et ses ressources en termes d'échéance pour éviter tout risque majeur.

La Banque a investi dans un portefeuille obligataire avec des échéances allant jusqu'à 94 mois. Chaque investissement peut être qualifié de liquide et de grande qualité.

**3.1.4. Les risques de variation de taux d'intérêt et de change**

En terme de placements/dépôts, la politique de la Banque est de rechercher au maximum une concordance parfaite au niveau des échéances. La Banque ne spéculer pas sur les taux ni sur les échéances, elle se contente de refléter les dépôts de ses clients en veillant à obtenir les meilleurs taux possibles. La marge d'intérêt dégagée par la Banque fait l'objet d'un suivi mensuel par le département Finances.

La politique de la Banque en matière de change est d'éviter les risques de change importants. La Banque a fixé des limites globales et par devises. Le respect des positions au comptant et à terme ainsi que les résultats sur ces positions sont contrôlés quotidiennement par le département Finances et font l'objet d'une information régulière à la Direction.

**3.1.5. Les risques opérationnels**

L'activité de la Banque est centrée sur la gestion privée et le dépôt.

Dans le but de réduire ses risques, la Banque suit une politique de répartition des responsabilités qui sont partagées entre les différents responsables des activités. En outre, la Banque dispose d'un recueil de directives qui régit les différentes activités et qui définit les différents niveaux de contrôles des tâches.

Il est à noter, en outre, que les activités font l'objet de revue par le département Audit Interne qui rapporte directement à la Direction. Notons enfin que le Risk Manager a mis en place un système de rapport des pertes encourues ainsi qu'une base de données des pertes opérationnelles faisant l'objet d'un suivi particulier. Avec son équipe, il effectue également une supervision approfondie des activités de banque dépositaire.

**3.2. Analyse des instruments financiers****3.2.1. Information sur les instruments financiers primaires**

Le tableau ci-après analyse le niveau de l'activité de la Banque en ce qui concerne les instruments financiers primaires. Les données sont ventilées par catégorie d'instruments financiers et en fonction de la durée résiduelle.

Par « juste valeur », on entend la valeur à laquelle un actif pourrait être échangé ou un passif réglé dans le cadre d'une transaction ordinaire conclue dans des conditions normales entre des parties compétentes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté, exception faite des ventes forcées ou des ventes effectuées dans le cadre d'une liquidation.

Instruments primaires au 31 décembre 2017 (valeur comptable en CHF)							Total CHF
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité		
<b>Catégorie d'instruments (actifs financiers)</b>							
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	1 179 825 324	-	-	-	-		1 179 825 324
Créances envers des établissements de crédits	2 514 130 681	-	-	-	-		2 514 130 681
Créances sur la clientèle	2 964 778 901	190 750 753	29 933 925	-	-		3 185 463 579
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe*	627 416 528	660 209 671	1 479 534 997	390 685 588			3 157 846 784
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	-	-	-	-	25 882 413		25 882 413
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	642 187		642 187
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>7 286 151 434</b>	<b>850 960 424</b>	<b>1 509 468 922</b>	<b>390 685 588</b>	<b>26 524 600</b>		<b>10 063 790 968</b>
Actifs non financiers							121 297 639
<b>Total de l'actif</b>							<b>10 185 088 607</b>
* Au vu de leur valeur de marché, ces titres ne nécessitent pas de correction de valeur au 31 décembre 2017. (voir note 6.2)							
<b>Catégories d'instruments (passifs financiers)</b>							
Dettes envers des établissements de crédit	414 456 691	214 468 000	292 350 000	73 087 500	-		994 362 191
Dettes envers la clientèle	8 447 633 089	-	-	-	-		8 447 633 089
Dettes représentées par un titre	-	12 553 073	-	-	26 276 757		38 829 830
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>8 862 089 780</b>	<b>227 021 073</b>	<b>292 350 000</b>	<b>73 087 500</b>	<b>26 276 757</b>		<b>9 480 825 110</b>
Passifs non financiers							704 263 497
<b>Total du passif</b>							<b>10 185 088 607</b>
Instruments primaires au 31 décembre 2016 (valeur comptable en CHF)							Total CHF
	Jusqu'à 3 mois	Plus de 3 mois à 1 an	Plus d'1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans date de maturité		
<b>Catégorie d'instruments (actifs financiers)</b>							
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	863 760 819	-	-	-	-		863 760 819
Créances envers des établissements de crédits	1 146 646 068	-	-	-	-		1 146 656 068
Créances sur la clientèle	2 591 109 747	136 233 939	28 551 204	-	-		2 755 894 890
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe*	342 567 056	1 002 441 021	2 852 197 096	175 805 633			4 373 010 806
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	-	-	-	-	15 726 193		15 726 193
Parts dans des entreprises liées	-	-	-	-	588 215		588 215
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>4 944 093 690</b>	<b>1 138 674 960</b>	<b>2 880 748 300</b>	<b>175 805 633</b>	<b>16 314 408</b>		<b>9 155 636 991</b>
Actifs non financiers							133 601 937
<b>Total de l'actif</b>							<b>9 289 238 928</b>
* Au vu de leur valeur de marché, ces titres ne nécessitent pas de correction de valeur au 31 décembre 2016.							
<b>Catégories d'instruments (passifs financiers)</b>							
Dettes envers des établissements de crédit	375 297 488	457 357 500	254 087 500	-	-		1 086 742 488
Dettes envers la clientèle	7 446 859 800	-	-	-			7 446 859 800
Dettes représentées par un titre	4 519 670	5 630 992	8 733 231	-	15 764 549		34 648 442
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>7 826 676 958</b>	<b>462 988 492</b>	<b>262 820 731</b>	<b>-</b>	<b>15 764 549</b>		<b>8 568 250 730</b>
Passifs non financiers			-				720 988 198
<b>Total du passif</b>			<b>-</b>				<b>9 289 238 928</b>

## 3.2.2. Information sur les instruments financiers dérivés

## 3.2.2.1. Description des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2017, la Banque est engagée uniquement dans des opérations de swaps de devises pour compte propre et dans des opérations de change à terme pour le compte de la clientèle qui sont automatiquement retournées auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA).

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les instruments dérivés hors portefeuille de négociation relatives au notionnel, à la juste valeur, à la durée de vie résiduelle et au type de marché.

## 3.2.2.2. Analyse des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2017, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
<b>Hors bourse</b>				
Contrats de change à terme (valeur notionnelle)	56 595 284 198	4 293 469 150	21 312 769	<b>60 910 066 144</b>
Swaps de devises (valeur notionnelle)	3 025 088 839	20 296 842	8 441 040	<b>3 053 826 721</b>

Au 31 décembre 2016, la Banque détenait les instruments financiers dérivés suivants :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
<b>Hors bourse</b>				
Contrats de change à terme (valeur notionnelle)	47 283 181 954	2 171 026 636	21 486 033	<b>49 475 694 623</b>
Swaps de devises (valeur notionnelle)	3 639 528 295	157 515 800	121 630 427	<b>3 918 674 522</b>

## 3.2.2.3. Evaluation des instruments financiers dérivés utilisés

Au 31 décembre 2017, la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus par la Banque pour le compte de la clientèle s'élève à :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
<b>Hors Bourse</b>				
Contrats de change à terme				
*Valeurs de remplacement positives	229 738 903	27 296 169	775 072	<b>257 810 144</b>
*Valeurs de remplacement négatives	228 015 790	26 758 364	763 425	<b>255 537 579</b>
*Juste valeur globale des contrats	1 723 113	537 805	11 647	<b>2 272 565</b>
Swap de devises				
*Valeurs de remplacement positives	17 890 596	1 055 493	525 496	<b>19 471 585</b>
*Valeurs de remplacement négatives	16 173 775	-	-	<b>16 173 775</b>
*Juste valeur globale des contrats	1 716 821	1 055 493	525 496	<b>3 297 810</b>

Au 31 décembre 2016, la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus par la Banque pour le compte de la clientèle s'élève à :

(CHF)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Total
<b>Hors Bourse</b>				
Contrats de change à terme				
*Valeurs de remplacement positives	315 715 771	24 720 910	323 389	<b>340 760 070</b>
*Valeurs de remplacement négatives	314 158 890	24 179 895	313 499	<b>338 652 284</b>
*Juste valeur globale des contrats	1 556 881	541 015	9 890	<b>2 107 786</b>
Swap de devises				
*Valeurs de remplacement positives	15 688 741	11 138 806	6 952 375	<b>33 779 922</b>
*Valeurs de remplacement négatives	22 893 460	4 702 999	6 202 956	<b>33 799 415</b>
*Juste valeur globale des contrats	(7 204 719)	6 435 807	749 419	<b>(19 493)</b>

## 3.3. Risque de crédit

## 3.3.1. Description du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations telles que définies contractuellement.



## 3.3.2. Concentration du risque de crédit

*Concentration géographique ( en % )*

<i>Zone géographique (par pays ou par zone)</i>	<b>Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2017</b>	<b>Engagements 31 décembre 2017</b>	<b>Instruments dérivés hors marché boursier 31 décembre 2017</b>
Suisse	38 %	7 %	50 %
Union européenne	31 %	51 %	48 %
Autres	31 %	42 %	2 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

<i>Zone géographique (par pays ou par zone)</i>	<b>Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2016</b>	<b>Engagements 31 décembre 2016</b>	<b>Instruments dérivés hors marché boursier 31 décembre 2016</b>
Suisse	24 %	6 %	50 %
Union européenne	43 %	55 %	48 %
Autres	33 %	39 %	2 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

*Concentration par secteur économique (en %)*

<i>Secteur économique</i>	<b>Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2017</b>	<b>Engagements 31 décembre 2017</b>	<b>Instruments dérivés hors marché boursier 31 décembre 2017</b>
Secteur financier	59 %	54 %	52 %
Clientèle privée	24 %	23 %	1 %
Autres	17 %	23 %	47 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

<i>Secteur économique</i>	<b>Crédits et autres éléments de bilan 31 décembre 2016</b>	<b>Engagements 31 décembre 2016</b>	<b>Instruments dérivés hors marché boursier 31 décembre 2016</b>
Secteur financier	53 %	43 %	51 %
Autres	21 %	33 %	48 %
Clientèle privée	26 %	24 %	1 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

La Banque a décidé de ne pas inclure le portefeuille obligataire et les swaps de devises dans les ventilations sectorielles géographiques et économiques présentées ci-dessus car le risque de crédit sur ces instruments est très limité. En effet, le portefeuille d'obligations de la Banque comprend uniquement des titres de grande qualité notés au moins AA par Moody's. En outre, la majorité des swaps de devises sont contractés avec la société sœur (Banque Pictet & Cie SA) qui est une institution financière située en Suisse (voir tableau en note 3.3.3).

## 3.3.3. Mesure de l'exposition au risque de crédit relatif aux instruments financiers dérivés

Pour les instruments financiers dérivés négociés hors marché boursier, la valeur comptable, c'est-à-dire la valeur notionnelle, ne traduit pas le degré maximal d'exposition au risque. La Banque calcule le risque de crédit afférent aux instruments dérivés sur la base de l'approche standard conformément aux dispositions de la circulaire CSSF.

Le tableau ci-dessous indique le degré d'exposition de la Banque au risque de crédit en fonction des montants notionnels, du montant équivalent-risque et de l'exposition nette au risque.

<b>Risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier (emploi de la méthode du risque initial)</b>				
<b>au 31 décembre 2017</b>				
	<b>Montants notionnels CHF (1)</b>	<b>Montants en équivalent — risque CHF (2)</b>	<b>Garanties CHF (3)</b>	<b>Exposition nette au risque pondéré CHF (4) = (2) – (3)</b>
Contrats de change à terme	60 910 066 144	867 941 132	-	867 941 132
Swaps de devises	3 053 826 721	50 348 455	-	50 348 455

<b>Risque de crédit relatif aux instruments dérivés hors marché boursier (emploi de la méthode du risque initial)</b>				
<b>au 31 décembre 2016</b>				
	<b>Montants notionnels CHF (1)</b>	<b>Montants en équivalent — risque CHF (2)</b>	<b>Garanties CHF (3)</b>	<b>Exposition nette au risque pondéré CHF (4) = (2) – (3)</b>
Contrats de change à terme	49 475 694 623	836 226 414	-	836 226 414
Swaps de devises	3 918 674 522	76 224 769	-	76 224 769

La Direction a fixé l'obligation de conclure les contrats de change à terme exclusivement avec la société sœur (Banque Pictet & Cie SA). Le respect de cette obligation est contrôlé quotidiennement par le département PAS- Traitement Titres & Espèces.

La Banque conclut également des swaps de devise pour compte propre afin de couvrir des cash flows futurs liés aux obligations détenues dans le portefeuille des immobilisations financières et aussi dans le cadre de la gestion des positions en devises étrangères.

	31 décembre 2017		31 décembre 2016	
Instrument/ contrepartie	OCDE	OCDE	OCDE	Groupe
Contrats de change à terme	98%	50%	97%	50%
Swaps de devises	100%	94%	100%	89%

### 3.4. Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque d'être soumis aux variations des prix de marché pour les actifs financiers dans lesquels la Banque investit ou opère à découvert.

Le portefeuille de la Banque inclut des parts dans d'autres sociétés du Groupe ainsi que des obligations détenues jusqu'à leur maturité et, depuis 2016, les titres achetés par la Banque dans le cadre de sa stratégie de couverture économique des certificats sur panier d'actions émis par la Banque. En 2016, le portefeuille de la Banque incluait également des prises de positions à durée limitée dues à une erreur de négoce.

Les contrats de change à terme conclus avec la clientèle font l'objet d'une couverture auprès de la société sœur (Banque Pictet & Cie SA). Les opérations de swaps de devise sont générées pour couvrir le risque lié à certains investissements du portefeuille obligataire de la Banque.

## Note 4 - Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux

La Banque centrale du Luxembourg a mis en place, à partir du 1 janvier 1999, un système de réserves obligatoires auquel sont soumis tous les établissements de crédit luxembourgeois.

Au 31 décembre 2017, le montant de la réserve minimale maintenue par la Banque auprès de la Banque centrale du Luxembourg s'élevait à CHF 1 164 024 695 (2016 : CHF 851 847 533).

## Note 5 - Entreprises liées

### 5.1. Détail des parts dans des entreprises liées

Au 31 décembre 2017, la Banque détient des parts dans les entreprises liées (supérieures à 20 %) dans les sociétés suivantes :

Dénomination	Siège	Valeur comptable CHF	Quote-parts du capital détenu (%)	Capitaux propres au 31/12/2016 (*) CHF	Résultat au 31/12/2016 (*) CHF
<b>PICTET LIFE INSURANCE ADVISORS (FRANCE) SAS</b>	Paris	643 599	100	2 922 787	805 049
Déduction de la provision forfaitaire		1 412			
		<b>642 187</b>			

(\*) Sur base d'informations financières non auditées

Bastions Conseils a changé de dénomination sociale le 12/09/2016 pour devenir Pictet Life Insurance Advisors (France) SAS. Pictet Life Insurance Advisors (France) n'est pas cotée sur une bourse.

La Banque n'est pas tenue de préparer des comptes consolidés. Cette filiale n'est pas incluse dans le périmètre de consolidation car elle ne représente qu'un intérêt négligeable au regard de l'objectif visé à l'article 83 (1) et 85 (3) de la loi modifiée du 17 juin 1992.

Un tableau récapitulatif des mouvements de l'exercice est repris dans la note 7.1.

### 5.2. Opérations effectuées avec des entreprises liées

Créances sur des entreprises liées	2017 CHF	2016 CHF
Créances sur les établissements de crédit	2 184 001 365	901 918 316
Créances sur la clientèle	1 343 781	152 066
Dettes sur des entreprises liées	2017 CHF	2016 CHF
Dettes envers des établissements de crédit	931 016 792	1 020 628 041
Dettes envers la clientèle	163 105 339	277 299 393

**Note 6 – Valeurs mobilières****6.1. Valeurs mobilières cotées et non cotées**

## 6.1.1. Valeurs mobilières cotées

	2017 CHF	2016 CHF
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe		
- des émetteurs publics	1 716 106 710	2 458 986 116
- d'autres émetteurs	1 441 740 074	1 914 024 690
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	25 882 413	15 726 193
	<b>3 183 729 197</b>	<b>4 388 736 999</b>

## 6.1.2. Valeurs mobilières non cotées

	2017 CHF	2016 CHF
Parts dans les entreprises liées	642 187	588 215

**6.2. Catégories d'obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe**

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe se répartissent comme suit :

	2017 CHF	2016 CHF
Immobilisations financières	3 157 846 784	4 373 010 806
Agios (comptabilisés en charges et produits différés)	(69 718 341)	(83 119 472)
Disagios (comptabilisés en paiements anticipés et produits à recevoir)	3 093 033	2 082 771
<b>Valeur comptable ajustée des immobilisations financières</b>	<b>3 091 221 476</b>	<b>4 291 974 105</b>

Au 31 décembre 2017, la valeur de marché du portefeuille des immobilisations financières s'élève à CHF 3 115 131 190 dont CHF 22 567 407 d'intérêts courus comptabilisés en compte de régularisation actif.

Le montant des obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe venant à échéance au cours de l'exercice 2018 s'élève à CHF 1 057 977 563

**6.3. Amortissement des agios et disagios des valeurs mobilières du portefeuille des immobilisations financières**

Au 31 décembre 2017, le montant cumulé de la prise en compte de résultat depuis la date d'acquisition des agios ou disagios sur les immobilisations financières en portefeuille s'élève à :

	2017 CHF	2016 CHF
Agios	69 718 341	83 119 472
Disagio	(3 093 033)	(2 082 771)

**Note 7 – Actif immobilisé****7.1. Immobilisations financières**

Les mouvements des immobilisations financières au cours de l'exercice peuvent être résumés comme suit :

	Parts dans les entreprises liées	Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe
	2017 CHF	2017 CHF
Valeur brute au 1er janvier	589 597	4 383 287 447
Entrées	-	483 984 726
Sorties	-	(1 662 399 119)
Différence de conversion	54 002	(40 083 068)
Valeur brute au 31 décembre	643 599	3 164 789 986
Déduction de la provision forfaitaire	(1 412)	(6 943 202)
Valeur nette au 31 décembre	642 187	3 157 846 784

Les parts dans les entreprises liées correspondent à la participation de la Banque dans Pictet Life Insurance Advisors (France) S.A.S., société de courtage en assurances, sise à Paris.

Les sorties du portefeuille d'immobilisation financière représentent les titres arrivés à échéance au cours de l'exercice 2017 et les ventes de certains titres ne répondant plus aux critères d'éligibilité du portefeuille obligataire de la Banque (CHF 357 792 505).

**7.2. Actifs corporels**

Les mouvements des actifs corporels au cours de l'exercice peuvent être résumés comme suit :

	<b>Installations techniques et machines CHF</b>	<b>Autres installations, outillage et mobilier CHF</b>	<b>Total actifs corporels 2017 CHF</b>	<b>Total actifs corporels 2016 CHF</b>
Valeur brute au 1er janvier *	31 823 003	27 604 477	59 427 480	70 819 761
Entrées	1 187 271	788 883	1 976 154	5 639 398
Sorties/Transfert	-	-	-	(16 743 356)
Différence de conversion	433 146	635 967	1 069 113	(288 323)
<b>Valeur brute au 31 décembre</b>	<b>33 443 420</b>	<b>29 029 327</b>	<b>62 472 747</b>	<b>59 427 480</b>
Corrections de valeur cumulées au 31 décembre (y inclus différence de conversion)	(31 209 598)	(22 401 357)	(53 610 955)	(47 844 049)
Déduction de la provision forfaitaire	(10 408)	(9 034)	(19 442)	(27 157)
<b>Valeur nette au 31 décembre</b>	<b>2 223 414</b>	<b>6 618 936</b>	<b>8 842 350</b>	<b>11 556 274</b>

\* En 2017, la Banque a reclassé 2 016 331 CHF de la valeur brute d'ouverture de «Installations techniques et équipements et machines» à la valeur brute d'ouverture de «Autres agencements et accessoires, outils et équipements». Ce reclassement n'a pas d'impact sur la valeur nette comptable des immobilisations corporelles au 31 décembre 2016.

**Note 8 – Dettes représentées par un titre**

Dans le courant de l'année 2016, la Banque s'est lancée dans une nouvelle activité d'émission de produits structurés, dont les certificats sur panier d'actions. Au 31 décembre 2017, la totalité des émissions représente CHF 38 829 830 au passif de la Banque.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie de couverture économique des certificats sur panier d'actions, la Banque a acheté les titres qui composent le portefeuille sous-jacent des certificats sur panier d'actions. Au 31 décembre 2017, la valeur de ces actions est de CHF 25 882 413 enregistrés à l'actif de la Banque.

**Note 9 - Autres passifs**

Au 31 décembre 2017, le poste "Autres passifs" s'analyse comme suit :

	<b>2017 CHF</b>	<b>2016 CHF</b>
Créanciers privilégiés	23 577 887	5 755 052
Plan de pension	1 548 308	1 476 205
	<b>25 126 195</b>	<b>7 231 257</b>

Les dettes envers les créanciers privilégiés se rapportent pour l'essentiel à des taxes à reverser pour les clients de la Succursale de Turin. Le plan de pension concerne les employés de la succursale de Turin.

**Note 10 - Autres provisions**

Au 31 décembre 2017, les autres provisions sont constituées des postes suivants :

	<b>2017 CHF</b>	<b>2016 CHF</b>
Primes et salaires à payer	41 465 337	32 858 041
Provision AGDL	1 673 415	4 713 611
Provision pour litiges	633 363	580 220
Autres	949 978	407 910
<b>Total</b>	<b>44 722 093</b>	<b>38 559 782</b>

La provision forfaitaire déduite des actifs concernés s'élève à CHF 19 800 000 au 31 décembre 2017.

**Note 11- Capital souscrit**

Au 31 décembre 2017, le capital souscrit et entièrement libéré de la Banque s'élève à CHF 70 000 000 et est représenté par :

	<b>Nombre</b>	<b>Valeur nominale CHF</b>	<b>Total CHF</b>
Actions nominatives	56 000	1 000	56 000 000
Actions privilégiées	14 000	1 000	14 000 000
<b>Total</b>	<b>70 000</b>		<b>70 000 000</b>

Les actions privilégiées ont droit à un dividende annuel privilégié et récupérable fixé à 10 % de leur valeur nominale, soit CHF 100 par action. Elles bénéficient par ailleurs d'un droit privilégié au remboursement de l'apport.

**Note 12 – Réserves****12.1. Réserve légale**

En application de la loi luxembourgeoise, la Banque doit affecter à la réserve légale un montant correspondant au moins à 5 % du bénéfice net annuel, jusqu'à ce que cette réserve légale soit égale à 10 % du capital souscrit. La réserve légale n'est pas distribuable.

**12.2. Réserve spéciale**

En accord avec la législation fiscale en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, la Banque a réduit sa charge de l'impôt sur la Fortune (« IF ») dans la limite de la charge de l'impôt sur le Revenu des Collectivités (« IRC ») avant imputation des crédits d'impôts. Afin de se conformer à la législation, la Banque a décidé d'affecter en réserves indisponibles (poste « Réserve spéciale »), un montant correspondant à cinq fois le montant de l'IF réduit. La période d'indisponibilité de cette réserve est de cinq années à compter de l'année suivant celle de l'imputation de l'IF.

Les réserves libres représentent les bénéfices des années précédentes qui ont été affectés par les assemblées générales annuelles des actionnaires à un compte de réserve spécial intitulé « Réserves libres ». Cette réserve est distribuable et la distribution peut avoir lieu après approbation des actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle.

### Note 13 – Variations des capitaux propres

La variation des capitaux propres de la Banque s'analyse comme suit :

	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF	CHF
<b>Situation au 31 décembre 2016</b>	<b>70 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	<b>7 000 000</b>	<b>32 841 018</b>	<b>283 184 173</b>	<b>88 496 880</b>	<b>511 522 071</b>
Affectation à la réserve Impôts sur la fortune	-	-	-	14 200 000	(14 200 000)	-	-
Dissolution de la réserve Impôt sur la fortune 2009	-	-	-	(7 301 457)	7 301 457	-	-
Transfert des pertes et des bénéfices reportées par les Succursales en 2016					11 087 292		11 087 292
Prise en charges des pertes et des bénéfices reportées par Luxembourg en 2016	-	-	-	-	(11 087 292)	-	(11 087 292)
Distribution de dividendes					(138 600 000)	-	(138 600 000)
Résultat reporté					88 496 880	(88 496 880)	-
Résultat au 31 décembre 2016						107 848 160	107 848 160
Différence de change 2016					38 221		38 221
Différence de change de l'année en cours					128 735		128 735
<b>Situation au 31 décembre 2017</b>	<b>70 000 000</b>	<b>30 000 000</b>	<b>7 000 000</b>	<b>39 739 561</b>	<b>226 349 466</b>	<b>107 848 160</b>	<b>480 937 187</b>

L'assemblée générale des actionnaires du 2 mai 2017 a décidé la répartition du bénéfice de l'exercice clos au 31 décembre 2016. Cette assemblée a décidé la distribution d'un dividende de CHF 61 320 000 aux actionnaires privilégiés et d'un dividende de CHF 77 280 000 aux actionnaires ordinaires.

Le transfert des pertes et des bénéfices reportés des Succursales pour un total de CHF 11 087 292 se décompose comme suit :

#### Francfort

Le bénéfice de 2016 s'élève à EUR 3 039 281.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 3 310 330.

#### Paris

Le bénéfice de 2016 s'élève à EUR 1 464 868.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 1 595 508.

#### Madrid

Le bénéfice de 2016 s'élève à EUR 7 568 642.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 8 243 628.

#### Hong Kong

La perte de 2016 s'élève à HKD 99 931 418.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 12 711 776.

#### Turin

Le bénéfice de 2016 s'élève à EUR 4 434 305.

La contrevaletur de ce montant aux cours moyens des exercices concernés est de CHF 4 829 765.

#### Londres

La perte de 2016 s'élève à GBP 7 329 631.

La contrevaletur de ce montant au cours moyen de l'exercice concerné est de CHF 9 734 087.

	2017	2016
	CHF	CHF
Montant total d'éléments d'actif libellés en devises étrangères	9 199 916 652	8 152 740 589
Montant total d'éléments de passif libellés en devises étrangères	8 661 789 124	7 759 734 201

**Note 15 – Passifs éventuels et engagements****15.1. Passifs éventuels**

Au 31 décembre 2017, les passifs éventuels renseignés dans les comptes du hors bilan s'analysent comme suit :

	2017	2016
	CHF	CHF
Garanties et autres substituts directs de crédit	271 277 939	313 909 033

Au 31 décembre 2017, les passifs éventuels contractés avec des entreprises liées s'élèvent à CHF 126 973 200 (2016 : CHF 162 325 488).

**15.2. Autres engagements**

Au 31 décembre 2017, la Banque a contracté l'engagement suivant qui n'est ni à renseigner au bilan ni au hors bilan :

- L'immeuble abritant les activités de la Banque est loué. La Banque est engagée à payer un loyer de CHF 21 503 340 jusqu'en août 2021 (2016: CHF 24 624 139).

Au 31 décembre 2017, la Banque a l'engagement suivant qui est à renseigner au hors bilan :

- Pictet & Cie (Europe) S.A. succursale de Paris s'est vu octroyer par Banque Pictet & Cie SA deux subventions d'équilibre d'un montant total de CHF 2 500 000. Ces subventions feront l'objet d'un remboursement lorsque l'arrêt des comptes de la succursale fera ressortir un résultat positif et que les pertes reportées auront été intégralement apurées.

**15.3. Système de garantie mutuelle des dépôts et d'indemnisation des investisseurs**

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi ») transposant en droit luxembourgeois la Directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs a été émise en date du 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en vigueur jusque-là, mis en œuvre par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL), sera remplacé par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Le nouveau système garantira l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 100 000 (Fonds de garantie des dépôts Luxembourg) et les investissements jusqu'à concurrence d'un montant de EUR 20 000 (Système d'indemnisation des investisseurs Luxembourg). La loi prévoit en outre que des dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou encore liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de EUR 100 000 pour une période de 12 mois.

Les provisions constituées dans leurs comptes annuels par les banques au fil des années pour être en mesure de respecter, le cas échéant, leurs obligations vis à vis de l'AGDL sont utilisées au fur et à mesure du versement de leur contribution au nouveau Fonds de Résolution Unique (FRU), respectivement lors de la constitution du nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FGDL).

Le montant des moyens financiers du FRL devra atteindre au début de l'année 2024 au moins 1% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1er numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participant. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des contributions annuelles au cours des exercices 2015 à 2024. La contribution 2017 au FRL s'élève à EUR 2 198 310 (CHF 2 572 419). Cette charge a été comptabilisée contre utilisation de la provision AGDL constituée dans le passé.

Le niveau cible des moyens financiers du FGDL est fixé à 0,8% des dépôts garantis, tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi, des établissements de crédit adhérents et devra être atteint à la fin de l'année 2018 à travers des contributions annuelles. La contribution 2017 au FGDL s'élève à EUR 768 686 (CHF 899 501). Cette charge a été comptabilisée contre utilisation de la provision AGDL constituée dans le passé.

Lorsque le niveau de 0,8% sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois continueront de contribuer pendant 8 ans supplémentaires de sorte à constituer un coussin de sécurité supplémentaire de 0,8% des dépôts garantis tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi.

**15.4 Services de gestion et de représentation**

Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a fourni à des tiers les services de gestion et de représentation suivants :

- Gestion ou conseil en gestion de patrimoine ;
- Conservation et administration de valeurs mobilières ;
- Banque dépositaire ;
- Représentation fiduciaire.

**Note 16 - Compte de profits et pertes****16.1 Ventilation géographique des produits par marché géographique**

La Banque effectue ses opérations essentiellement avec la Suisse et les pays de l'Union Européenne. Du point de vue de l'organisation de la Banque, ces marchés ne diffèrent pas entre eux.

**16.2 Commissions à recevoir**

Au 31 décembre 2017, les commissions à recevoir sont composées de:

	2017 CHF	2016 CHF
Frais de transaction sur titres	157 459 672	148 193 950
Frais de banque dépositaire	95 826 505	85 533 958
Frais d'administration centrale et frais de tarification	56 748 905	44 981 747
Frais de gestion d'actifs	41 884 412	39 710 350
Frais de distribution	19 009 663	31 154 664
Autres commissions à recevoir	40 553 772	25 920 997
<b>Commissions à recevoir</b>	<b>441 482 929</b>	<b>375 495 666</b>

**16.3 Autres produits d'exploitation**

Cette rubrique concerne principalement les prestations facturées à d'autres sociétés du groupe (CHF 10 483 929) et les produits non récurrents liés au remboursement de la retenue à la source sur les dividendes versés à des OPCVM par l'administration française (CHF 375 325).

**16.4 Autres charges d'exploitation**

Cette rubrique concerne principalement les conséquences des erreurs opérationnelles (CHF 1 487 510).

**16.5 Charges fiscales**

La Banque est passible d'un certain nombre d'impôts sur le revenu et le capital. Les autorités fiscales luxembourgeoises ont émis des bulletins d'imposition jusqu'à l'année 2012 pour l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt commercial communal. Les provisions fiscales sont reprises dans la rubrique bilantaire « Provisions pour impôts ».

Suivant les règles fiscales luxembourgeoises, la Banque doit préparer un bilan fiscal exprimé en Euros. La Banque est autorisée à neutraliser les gains/pertes de change sur l'investissement de ses fonds propres et qui sont seulement repris dans le bilan fiscal.

**Note 17 - Autres impôts**

Au 31 décembre 2017, les autres impôts correspondent essentiellement à des retenues à la source sur des obligations suisses détenues dans le portefeuille d'investissement ainsi que diverses taxes sur les salaires pour la Succursale de Paris.

**Note 18 - Données relatives au personnel et aux dirigeants****18.1 Personnel employé**

Nombre de personnes employées en moyenne au cours de l'exercice :

	2017	2016
Direction	5	5
Cadres	56	56
Employés	484	476
	<b>545</b>	<b>537</b>

**18.2 Données relatives aux dirigeants**

Le montant des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux membres de la Direction, y inclus les cadres est de CHF 23 715 862 (2016 : CHF 20 654 691).

Le montant des engagements contractés en matière de pensions de retraite à l'égard des membres de la Direction y inclus les cadres est de CHF 1 335 256 (2016:CHF 1171904).

La Banque n'a pas accordé d'avances, de garanties ou de crédits aux membres de la Direction.

**Note 19 - Honoraires du réviseur d'entreprises**

L'ensemble des honoraires à payer par la Banque au réviseur se présente comme suit :

	2017	2016
Honoraires d'audit	624 205	497 424
Honoraires fiscaux	102 523	50 406
Autres honoraires	44 317	14 686
<b>Total</b>	<b>771 045</b>	<b>562 516</b>

**Note 20 - Rendement des actifs**

Le rendement des actifs de la Banque au 31 décembre 2017 s'élève à 1.06% (2016 : 0.95%). Ce montant est calculé en divisant le résultat de l'exercice par le total bilantaire.

**Note 21 – Evènement ultérieur**

Aucun événement subséquent n'a besoin d'être ajusté ou divulgué dans les états financiers.

**Rapport d'audit**

Au Conseil d'Administration de  
**Pictet & Cie (Europe) S.A.**

**Rapport sur les comptes annuels**

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Pictet & Cie (Europe) S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2017, le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date et l'annexe contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

*Responsabilité du Conseil d'Administration pour les comptes annuels*

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces comptes annuels, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

*Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur le fonctionnement efficace du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre Opinion.

*Opinion*

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de Pictet & Cie (Europe) S.A. au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

**Autres informations**

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

**Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires**

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative  
Représentée par  
Roxane Haas

Luxembourg, le 20 avril 2018

**PricewaterhouseCoopers**

Société coopérative  
2, rue Gerhard Mercator, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg  
Téléphone : +352 494848 1 - Facsimile : +352 494848-2900  
www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé – Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)  
R.C.S. Luxembourg B 65 477 – TVA LU25482518